



## «Le Monde» lâché par la BBC : Stephen Sackur démasque la droite Vénézuélienne et ses rêves de coup d'état

Par [Venezuela Infos](#)

Mondialisation.ca, 27 mai 2017

[albaciudad.org / Venezuela Infos](http://albaciudad.org/Venezuela-Infos) 19 mai 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

*Dès les premiers jours de l'insurrection de la droite vénézuélienne, Paulo Paranagua (du journal français « Le Monde ») avait tenté de donner un visage humain aux « enfants de Pinochet ». Le 14 avril 2017, une interview complaisante nous campe Julio Borges, un des leaders de l'extrême droite, en sympathique combattant pour la démocratie qui ne rêve que d'« élections libres » et, la main sur le cœur, jure ne pas vouloir de coup d'état.*

*Un double mensonge pourtant facile à démonter. En ce qui concerne les élections, le Venezuela va vivre d'ici mars 2018 pas moins de trois scrutins majeurs : celui de l'Assemblée Constituante en juillet, celui des gouverneurs et parlements régionaux en décembre et last but not least, la présidentielle de mars 2018, sans assurance de victoire pour les chavistes. (1)*

*Quant au serment de Julio Borges de ne pas vouloir de putsch, rappelons qu'il fut un des acteurs publics du coup d'État sanglant mené en avril 2002 contre le président Chavez, avec la complicité du MEDEF local et de militaires formés à la School of Americas. Un coup d'État déjoué en 48 heures par un soulèvement conjoint de la population et de militaires loyalistes. Dans les années qui ont suivi, Wikileaks a révélé les liens de Borges avec le Département d'Etat et le versement de millions de dollars à son parti à travers des ONG financées par les États-Unis au Venezuela. (2)*

ÉDITION  
ABONNÉS

## Venezuela : « Nous ne voulons pas de putsch mais des élections »

Julio Borges, le président de l'Assemblée nationale, où l'opposition est majoritaire, réclame des élections libres. Sept personnes sont déjà mortes dans des confrontations avec le pouvoir.

LE MONDE | 14.04.2017 à 10h37 • Mis à jour le 14.04.2017 à 13h58 |

Par Paulo A. Paranagua (Caracas, envoyé spécial)

Abonnez vous à partir de 1 €

Réagir

★

Ajouter



f Partager

Tweeter



Président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, Julio Borges, 47 ans, est un des fondateurs de Justice d'abord (PJ), le parti de l'ancien candidat de l'opposition à la présidentielle, Henrique Capriles Radonski. Le 7 avril, celui-ci a

Mais la honte pour le « journaliste » du « Monde » est que ce mensonge a été démonté par... Julio Borges lui-même, désarçonné le 19 mai par le célèbre journaliste et présentateur britannique Stephen Sackur, lors du programme non complaisant [HardTalk de BBC World](#).  
(3)



Julio Borges (à gauche) avec la crème de l'extrême droite et du patronat, lors du coup d'État appuyé par les télévisions privées contre le président Chávez en avril 2002.

Publier de larges extraits de cette interview nous semble important dans la mesure où il est très rare que des questions gênantes soient posées en France à l'opposition vénézuélienne.

Dans cette interview, Borges nie toute responsabilité dans la mort des plus de 60 personnes provoquée par les violentes manifestations que lui et son parti ont dirigées au Venezuela. **Il admet ouvertement qu'il appelle les Forces Armées à refuser d'obéir aux ordres de leur Commandant en chef**, et qualifie de « propagande » les accusations de soutien à la tentative de coup d'état contre Hugo Chavez en 2002, les liens de son parti avec les États-Unis et les millions de dollars qui lui sont parvenus par la voie d'ONG financées par ce pays. Il affirme que lors de la réunion avec le Vice président des États-Unis, Mike Pence et avec le conseiller à la Sécurité Nationale de ce pays, H.R. McMaster il n'a fait que « demander leur soutien ».

### **Extrait de l'interview.**

**Stephen Sackur :** (...) En tant que leader politique responsable (vous êtes le Président de l'Assemblée Nationale et un des dirigeants du parti Primera Justicia) , **n'avez-vous pas une certaine responsabilité?** Quand on voit l'effusion de sang, et - comme vous le faites remarquer vous même- le fait que de nombreuses victimes son des étudiants et des gens très jeunes, n'avez-vous pas la responsabilité de dire aux manifestants de votre Parti et des autres formations que cela suffit, que l'effusion de sang et le prix à payer sont trop élevés ?

**Julio Borges :** Oui, mais notre responsabilité, Stephen, c'est d'apporter la démocratie, la paix et la liberté au pays. Nous vivons dans un Venezuela qui n'est qu'une mauvaise copie de Cuba ; il n'y a pas de droits au Venezuela, il n'y a pas de nourriture, il n'y a pas de médicaments, il n'y a pas d'opportunités. Des milliers de jeunes quittent le Venezuela pour

chercher un avenir dans d'autres pays. Il ne s'agit pas seulement d'un conflit politique au Venezuela mais un affrontement vital, existentiel et de valeurs. Parmi les gens qui participent aux marches dans la rue, on y retrouve des personnes de tous horizons : des jeunes, des vieux, des politiques, des activistes, des chômeurs, absolument de tous horizons. C'est donc tout le peuple qui est contre Maduro ; ce n'est pas un simple affrontement politique.

**SS.** Oui, mais pensez vous réellement que ces protestations vont faire partir Maduro du pouvoir? C'est ce que demandent les manifestants –« Maduro doit partir » – clament-ils – mais il n'y a aucun signe du départ de Maduro.

**JB.** Nous luttons pour une série de valeurs, nous n'avons pas le temps et nous n'avons pas d'autre façon de lutter pour la liberté, la justice, la démocratie. Vous devez vous rappeler, Stephen, que c'est le coup d'état réalisé par Maduro contre le Parlement qui est à l'origine de tout cela. Il est presque parvenu à annuler le Parlement, mais tout le monde est descendu dans la rue pour défendre la démocratie, défendre la séparation des pouvoirs, le système de contrôles et d'équilibres, défendre le droit de vote, **le droit à une économie libre** ; c'est pour cela que nous sommes dans une lutte très profonde au Venezuela, avec un gouvernement qui n'a pas la moindre intention de proposer un calendrier démocratique; pour le peuple vénézuélien il n'existe pas d'autre voie que la lutte dans les rues, et le peuple est prêt à lutter pour son pays.

**SS.** Mais les vénézuéliens ont aussi le sens de l'histoire, et ils se rappellent qu'en 2014, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour essayer de lui faire quitter le pouvoir, en disant que ces élections avaient été truquées. Mais **Maduro a fait face aux manifestants et est sorti vainqueur.** On peut aussi rappeler les événements de l'année dernière, quand vous et beaucoup de vos camarades avez réclamé un référendum révocatoire ; vous croyiez que vous pourriez faire tomber Maduro, **mais une fois de plus il s'est maintenu**, et moi je vous dis une fois de plus que selon toute probabilité **cette fois encore Maduro se maintiendra.**

**JB.** Oui, mais nous avons un atout. La communauté internationale sait parfaitement que le gouvernement de Maduro est une dictature, et que le peuple vénézuélien est en position de force, ce n'est pas une minorité, mais une majorité énorme. Presque 80 ou 85% du peuple est convaincu que Maduro doit quitter le pouvoir, car il a perpétré un coup d'état au Venezuela.

**SS.** Mais Julio Borges, vous savez qu'en démocratie on ne gère pas le gouvernement par des enquêtes mais par des élections. Il ne faut pas oublier, **que cela vous plaise ou non, que Nicolas Maduro a un mandat électoral**, il a gagné les élections présidentielles après le décès de Chavez en 2013, et son mandat est prévu jusqu'en 2018 : c'est ce qui est prévu.

**JB.** Oui mais regardez, on doit gouverner en respectant la Constitution, et la Constitution stipule que l'an dernier nous aurions dû organiser des élections pour les gouverneurs, et Maduro a refusé. Nous aurions dû avoir un référendum révocatoire et Maduro l'a empêché ; nous aurions dû avoir des élections régionales et Maduro les a empêchées. Alors il ne peut pas y avoir une Constitution pour Nicolas Maduro et aucune Constitution pour le peuple vénézuélien. C'est là que se trouve le nœud du problème.

Au Venezuela nous n'avons aucune constitution, il n'y a que la volonté de Maduro, et c'est lui qui décide si nous avons ou non des élections. Ce n'est pas juste, ce n'est pas cela la

démocratie. Et nous luttons précisément pour une voie démocratique au Venezuela. Nous luttons pour apporter la constitution dans la vie politique, alors que Maduro lutte en dehors du cadre de la constitution,. Nous nous luttons à l'intérieur de la constitution. C'est une différence énorme, nous luttons pour la démocratie, Maduro lutte pour la violence.

**SS.** Bien, mais Maduro dit que vous (et il vous a nommé, vous, Julio Borges en personne) **êtes l'auteur intellectuel des coups d'état ; que ce que vous voulez en fait c'est un coup d'état**, et je dois dire qu'un de vos commentaires récents stipule : « **il est temps que les hommes en vert, c'est-à-dire les Forces Armées, sortent de leur silence** ». Est-ce que cela signifie que vous voulez dire, implicitement, que vous souhaitez une situation où les forces de sécurité vénézuéliennes, et les Forces Armées en particulier refusent d'obéir aux ordres ?

**JB.** Ce que nous demandons aux Forces Armées du Venezuela c'est justement qu'elles aident le peuple vénézuélien, pas l'opposition, mais le peuple, pour garantir l'ordre constitutionnel et démocratique au Venezuela.

**SS.** Excusez-moi mais les Forces Armées au Venezuela doivent obéir aux ordres du Commandant en Chef, le Président du pays. Je ne comprends pas en quoi suggérer que vous souhaitez une mutinerie de toutes les Forces Armées du Venezuela puisse être constitutionnel.

**JB.** Non, parce qu'il existe une différence énorme entre un Commandant en Chef qui agit en tant que chef du gouvernement vénézuélien et Maduro, qui agit et donne des ordres aux Forces Armées en tant que chef d'un parti politique. Ce que nous ne voulons pas c'est une Force Armée avec une couleur politique, qui soit à l'intérieur d'un parti politique, c'est là que se trouve le vrai problème. Nous voulons une Force Armée constitutionnelle et indépendante. C'est là que se trouve le fond du problème. Nous n'appelons pas les Forces Armées à entrer dans l'opposition, mais nous voulons qu'elles répondent aux institutions démocratiques au Venezuela et non aux partis politiques ; c'est Maduro qui a montré sa couleur politique au Venezuela.

**SS. Une question très simple, à laquelle il faut répondre par oui ou non. Vous appelez bien les Forces Armées dans la rue, celles là même qui ont contrôlé les manifestations en ouvrant le feu parfois contre les manifestants, à refuser d'obéir aux ordres ?**

**JB. Oui, tout à fait.** Je pense que chaque agent qui viole les Droits de l'Homme au Venezuela doit réfléchir avec sa conscience, il n'est pas supportable qu'un gouvernement non démocratique puisse donner des ordres contre les gens, surtout quand les protestations ont lieu de façon aussi pacifique, simplement pour demander des élections. C'est complètement disproportionné que les jeunes qui manifestent pour une solution pacifique, à savoir un vote, doivent faire face à la répression du gouvernement qui nie les Droits de l'Homme, allant même jusqu'à les faire comparaître devant la juridiction des Forces Armées, ce qui est contraire à la Constitution et contraire aux Droits de l'Homme. Nous devons donc faire appel à la conscience et lutter pour une solution qui respecte des Droits de l'Homme au Venezuela et non pour la répression

**SS.** D'accord, mais le problème c'est que vous avez des antécédents. – comme Maduro et ceux du gouvernement le rappellent souvent- à savoir que **vous avez soutenu la tentative de coup d'état militaire contre Hugo Chavez en 2002.** Et grâce aux

informations publiées par Wikileaks dans les années qui ont suivi, nous savons que **votre parti a des liens avec les États-Unis et que des milliers, voire même des millions de dollars ont été versés à votre parti à travers des ONG financées par les États-Unis**. Et par conséquent, beaucoup à l'intérieur du régime disent que vous n'êtes qu'un agent des États-Unis, c'est-à-dire de la puissance impériale.

JB. **Tout ceci n'est que de la propagande**, et il existe une façon très facile de le vérifier : entrons dans un processus électoral pour que le peuple décide si je suis ou non un agent de la puissance impérialiste, ou si je suis à même de diriger le Venezuela. Nous devons laisser le peuple décider, par la voie des élections, quel futur il veut pour le Venezuela. Et je suis convaincu que le mouvement politique que nous avons créé avec tant de jeunes dirigeants, est aujourd'hui même le choix et l'avenir que le Venezuela veut pour que le pays soit un pays moderne. C'est très facile : permettez au peuple de voter, et laissez- le décider quel type de Venezuela il veut. C'est Maduro qui refuse cette solution.

SS. Le 5 mai, me semble-t-il, **vous avez rencontré le Vice-président (des États Unis) Mike Pence et le conseiller de la Sécurité Nationale, H.R. McMaster**. Vous avez bien demandé à ces deux messieurs une aide nord-américaine, et vous leur avez demandé d'aller au-delà de sanctions individuelles, et vous leur avez bien demandé des sanctions économiques contre le pays en tant qu'entité n'est-ce pas?

JB. Bien sûr que non. Impossible. Nous sommes en train de mettre au point dans toute l'Amérique, et surtout en Amérique Latine, un groupe ou une équipe de pays qui pourraient aider le Venezuela. Nous avons parlé avec les présidents du Panama, du Pérou, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Mexique et ils sont tous très inquiets pour le Venezuela car ce pays ne représente pas seulement un problème local, mais un problème régional. Nous demandons l'appui de la communauté internationale et de la communauté latino-américaine pour proposer un programme démocratique ici au Venezuela, et l'objectif de ce programme c'est de permettre au peuple de voter. C'est très clair, seul le vote peut apporter une solution.

SS. Mais le problème c'est que, tout au long de cet entretien, vous avez parlé comme si l'opposition était unie, **alors que l'opposition est très loin d'être unie. Il existe 21 partis politiques**. Par exemple, vous, en tant qu'individu, vous avez un passé de divisions et de disputes avec des dirigeants de l'opposition, et franchement, la plupart du temps, les membres de l'opposition vénézuélienne se sont battus dans leur propre camp, comme des rats dans un sac. Pour quelles raisons les gens à l'extérieur, sans parler des vénézuéliens, croiraient, que s'il y avait des élections, et si vous parveniez à les gagner, vous pourriez gouverner de façon cohérente, dans la mesure où vous êtes divisés ?

JB Excuse moi, Stephen, mais ce n'est pas vrai. Je suis le Président du Parlement, et Président d'un Parlement qui compte 14 partis politiques dans sa coalition, et nous sommes très fiers de ce que nous avons construit ensemble. Il n'y a pas eu une seule élection où nous ayons présenté plus d'un candidat présidentiel. Il n'y a eu que deux candidats aux élections : un candidat de l'opposition et un candidat du Gouvernement. Nous avons une plate-forme unique, avec un seul message pour la campagne. Nous avons un système de règles pour les élections au travers du référendum et des élections primaires, et une seule position.

(...)

**SS.** Si vous le permettez, j'ai été au Venezuela, comme vous devez le savoir, j'ai parlé avec toute sorte de gens dans différentes parties du pays, des gens de conditions économiques différentes, depuis les quartiers aisés où vous vivez, jusqu'aux quartiers les plus pauvres, où vivent les chavistes les plus loyaux et les plus radicaux. L'impression que j'ai eue c'est que beaucoup de gens en veulent à Maduro, mais qu'il existe encore un noyau central qui appuie le socialisme et la Révolution Bolivarienne, et il me semble que si vous parvenez à faire partir Maduro, vous courez le risque de déclencher un conflit, et même une guerre civile au Venezuela. Êtes vous prêt à courir ce risque ?

**JB.** Je ne suis pas d'accord avec cette vision. D'abord parce que les chavistes habitent dans certaines des parties les plus riches de la ville.

SS. Je ne parle pas des membres du Gouvernement, mais des gens du peuple, et certains pensent que c'est grâce à Hugo Chavez qu'ils peuvent avoir une maison, un emploi et une situation économique meilleure que celle qu'ils avaient avant, quand votre classe, M. Borges, était au pouvoir au Venezuela dans les années 80 et au début des années 90.

**JB. A cette époque, excusez-moi je n'avais que 20 ans.** Mais ce que je peux dire, c'est que maintenant, ces gens savent que Maduro a détruit ce que Chavez avait construit, et à l'heure actuelle, les bases chavistes et pro-Maduro ne représentent que 10 ou 12% de la population, et nous savons que nous pouvons avoir un futur gouvernement qui intègre ces personnes dans un nouveau Venezuela ; un Venezuela uni. Donc je ne vois pas où est le problème ni les raisons pour un affrontement, puisque qu'il n'existe pas de position symétrique entre les deux parties, mais une situation très claire : l'opposition contre Maduro. Nous parlons de 90% de la population qui est contre Maduro, pas de la moitié de la population, c'est pourquoi je ne vois aucun risque à poursuivre la voie de la démocratie et du rassemblement (en cela vous avez raison), un discours politique très rassembleur pour unifier tout le pays.

Article en espagnol : [Julio Borges admitió sus intenciones insurreccionales en incómoda entrevista para la BBC](#), Alba Ciudad, 19 mai 2017

*Traduction : Pascale Mantel*

Source de la version française : [Venezuela Infos](#)

Notes

(1)

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2017/05/24/venezuela-en-route-vers-lelection-de-lass-embed-constituante-les-regionales-et-les-presidentielles/>

(2)

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/08/04/venezuela-la-presse-francaise-lachee-par-sa-source/>

(3) <http://bbc.co.uk/programmes/p052nsxd>

La source originale de cet article est [albaciudad.org / Venezuela Infos](http://albaciudad.org/Venezuela%20Infos)  
Copyright © [Venezuela Infos](http://Venezuela%20Infos), [albaciudad.org / Venezuela Infos](http://albaciudad.org/Venezuela%20Infos), 2017

---

Articles Par : [Venezuela Infos](http://Venezuela%20Infos)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)